

Coopération en Méditerranée
« Nouveaux acteurs, nouvelles valeurs »
Digne-les-Bains 21 novembre 2002

Introduction par Daniel Carrière, Président de Medcoop

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Président du Conseil Général
Monsieur le Maire
Monsieur le représentant du Président de la Région,
Mesdames Messieurs,
Chers amis,

Au nom du Collectif pour la coopération décentralisée en Méditerranée, Medcoop, je remercie particulièrement Monsieur Jean-Louis Bianco, Président du Conseil Général, et Messieurs le Préfet et le Maire de nous faire l'honneur de participer à nos travaux. Soyez les interprètes de notre reconnaissance auprès de vos mandants et de vos services pour le soutien et l'appui qu'ils nous ont apportés pour l'organisation de cette rencontre.

Je remercie aussi tous nos invités et intervenants qui sont venus parfois de loin pour contribuer à nos travaux.

Il y a un an, nous étions réunis à Marseille pour nos premières rencontres. À cette occasion, nous avons rappelé avec force une des finalités de nos actions : la lutte contre le chômage et la pauvreté. Nous avons dessiné une nouvelle étape de la participation citoyenne à la coopération en Méditerranée en recommandant :

1. **Le renforcement de l'impact de la coopération méditerranéenne** en s'appuyant sur une meilleure coordination entre les acteurs de terrain ainsi que sur une amélioration des relations entre les partenaires du Sud et du Nord, leurs Etats, leurs collectivités locales et l'Union Européenne ;
2. **L'implication des acteurs de terrain dans le processus de prise de décision** et la transparence des politiques de coopération en élaborant et mettant en œuvre un code de bonne conduite des actions de la décentralisation de la coopération ;
3. **La consolidation des programmes d'échanges de jeunes** en favorisant l'accompagnement des actions mutuellement bénéfiques et la participation des jeunes issus de l'immigration ;
4. **L'émergence d'une pédagogie adaptée** visant à améliorer les formations initiales et continues dans le domaine de la coopération méditerranéenne ;
5. **La mise en réseau des informations des différents partenariats** de la coopération méditerranéenne afin de renforcer la lisibilité des programmes engagés, de rendre plus efficace leur médiatisation.

En conclusion de nos travaux, Denis Bonnifay, l'un de nos rapporteurs, soulignait *« qu'il existe une responsabilité collective de canaliser la révolte de la jeunesse qui doit continuer d'exister et susciter la bienveillance des sociétés méditerranéennes. Les enjeux sont énormes quand on sait la part de la population des*

jeunes en Méditerranée. On ne pourra plus continuer à se réfugier derrière des arguments technocratiques pour répondre aux attentes de la jeunesse aussi bien ici qu'ailleurs. »

De son côté, dans son rapport, **Pierre Orsatelli** s'adressant à nos partenaires du Sud affirmait qu'il serait vain de « *construire un partenariat solide sans être capable d'abord d'entendre, ensuite de comprendre ce que vous nous dites.* » Puis s'adressant à tous il constatait que « *notre action commune est une alternative à la globalisation. Qu'elle soit culturelle ou économique, nous redoutons cette globalisation dans le sens où elle nie les particularismes... Nous en avons assez de voir que d'autres décident pour nous de la façon dont sont régies les affaires publiques en Méditerranée. Alors nous nous saisissons des moyens que nous avons. Les plus directs, les plus efficaces et si ce n'est pas suffisant nous nous saisissons d'autres.* »

Quant à **Philippe Langevin**, il concluait nos rencontres en affirmant : « *La coopération décentralisée construit peu à peu, par le bas, un nouvel ordre mondial. Les territoires locaux de la coopération décentralisée ne sont petits que géographiquement. La coopération décentralisée est au cœur des changements du monde. Les acteurs de la coopération décentralisée sont les artisans de la fraternité. Les collectivités locales des pays du Nord et des pays du Sud peuvent avoir des ambitions communes à partager.*

Par notre présence ici, aujourd'hui à Digne :

- Nous entendons réaffirmer fortement la portée régionale de notre projet et celle de nos actions en Méditerranée. Toutes les composantes économiques, sociales et culturelles de la Région Provence-Alpes Côte d'Azur publiques et privées en sont évidemment parties prenantes.

- Nous voulons associer clairement tous les acteurs et les territoires qui peuvent contribuer à un développement équilibré et durable en Méditerranée. Tous ont un rôle à jouer qu'ils appartiennent au littoral ou aux arrières-pays. Hier nous étions 7 pour fonder notre collectif, aujourd'hui nous sommes 30, et nul doute que nous serons plus nombreux encore dans un an.

- Nous entendons renouveler avec fermeté notre engagement de construire dans la durée, avec méthode et dialogue, un partenariat équitable et transparent. La société civile est ici pour témoigner qu'elle ne peut s'en remettre au seul rythme des institutions et aux aléas de leur constitution, tout autant qu'à celui des grands opérateurs de la planète. Comme nous l'avons dit en différentes circonstances : les acteurs de la coopération doivent simplement prendre la place qui est la leur.

- **Nous sommes ici pour manifester notre détermination à voir aboutir les objectifs tracés par les gouvernements et la société civile à Barcelone en 1995.** Nous ne pouvons pas en effet nous satisfaire d'un élargissement européen qui occulterait tout ou partie des enjeux méditerranéens ou qui réduirait la portée des engagements pris dans tous les domaines de la coopération méditerranéenne. Il suffit par exemple de penser à toutes ces personnes en détresse qui tentent de rejoindre nos territoires pour savoir que l'Europe sans la Méditerranée n'a aucun sens.

Or que constatons-nous depuis un an ?

La paix en Méditerranée s'est encore dégradée : la situation Israélo-palestinienne devient de plus en plus dramatique. Aux franges de la Méditerranée, les menaces de guerre sont quotidiennes, le terrorisme étend son emprise. Des peuples sont poussés à l'errance, à la misère et à la violence. Il n'est plus possible de se cacher derrière l'ignorance ou l'irresponsabilité au risque d'apparaître complice des auteurs de troubles.

Le chemin de la prospérité économique est toujours incertain. Le chômage des plus pauvres gagne du terrain alors que les transferts des plus riches se font attendre. La mondialisation des ressources se construit au détriment de la satisfaction des besoins élémentaires des exclus. Il est de la responsabilité de tous de réagir et

de construire des alternatives aux dérives dangereuses d'un modèle économique uniforme et destructeur.

L'aspiration à des cultures partagées reste encore un vœu pieux dans bien des cas. Elle se réfugie souvent dans l'incompréhension ou elle s'accommode par facilité au modèle dominant de la communication. Il est de notre devoir de promouvoir le dialogue à tous les niveaux et de battre en brèche les certitudes d'où qu'elles viennent.

Dans ces conditions, quelle attitude les acteurs de terrain doivent-ils avoir ?

Etre à l'écoute du monde : Rien de ce qui se passe dans l'aire méditerranéenne ne doit nous être étranger. Le sort de ceux qui souffrent doit nous intéresser autant que celui de ceux qui ont la chance d'être heureux. Notre attention aux mécanismes de la discrimination et de l'exclusion doit être constante. Le devenir des jeunes doit être notre obsession. Soyons au cœur du réseau d'alerte qu'impliquent la paix, le développement et l'entendement.

Par sa lettre d'information, son site Internet et nos deux permanents dynamiques et dévoués, notre collectif, à son échelle, entretient déjà une communication régulière avec plus de 2000 personnes ou organismes par mois. N'hésitons pas à croiser nos réseaux, à faciliter l'échange sur nos recherches, nos initiatives et nos résultats.

Etre tenace et persévérant. Ne pas se laisser aller au découragement. Inlassablement mettons au premier plan de véritables objectifs de paix, de rapprochement des peuples et d'alternative aux chaos. Refusons avec force la logique des conflits, de l'opportunisme ou de la fatalité. Résistons pour freiner, en Méditerranée, la progression des inégalités et de la pauvreté, l'utilisation anarchique des ressources, l'incompréhension entre les peuples et leurs cultures.

Avec l'aide des collectivités territoriales, de l'Etat, de l'Union Européenne et des organisations internationales, facilitons l'information et la concertation des quelques 400 acteurs conduisant des actions de coopération décentralisée à partir de la Région, et accompagnons-les dans leurs actions. En même temps faisons un effort pour associer de nouveaux acteurs et sensibiliser l'opinion publique.

Sachons être des vecteurs de paix, des défricheurs de développement, des passeurs d'espérance en Méditerranée et soyons les éléments dynamiques de ce mouvement dans notre Région.

Etre exemplaire : Toutes les actions de coopération décentralisées des plus modestes jusqu'au plus importantes doivent être porteuses de sens et participer à la démonstration du possible. La démultiplication des actions est à ce prix et l'amplification des résultats en dépend. Acharnons-nous à convaincre par l'exemple. Installons-nous dans la durée hors des seules

contingences mercantiles ou des seules considérations idéologiques.

Veillons à la qualité et à la réalité des transferts, à leurs impacts, en utilisant les meilleurs outils de la transmission des connaissances et des savoirs. C'est à cette tâche que nous nous sommes attelés ^{par exemple} autour de Philippe Joutard, ancien recteur, pour constituer, avec l'Education Nationale, le Plan Bleu et divers centres de recherche des fiches pédagogiques sur la Méditerranée en direction des jeunes et leurs enseignants

Ayons de l'audace en valorisant et en constituant des labels de reconnaissances et des signes de rassemblement.

C'est dans cet état d'esprit qu'a lieu cette rencontre « nouveaux acteurs, nouvelles valeurs » ?

Nous avons franchi un premier cap, celui qui marque la fin de l'expérimentation. L'enjeu de la coopération décentralisée est aujourd'hui celui de l'élargissement, de la pérennisation et de l'amélioration de la qualité de ses programmes et de ses interventions. C'est cela aussi le respect de nos partenaires du sud.

Les acteurs de la société civile doivent savoir travailler ensemble, s'ouvrir au grand public, établir des relations plus efficaces avec les collectivités territoriales, l'Etat et l'Union Européenne. Ils doivent apporter la lisibilité qui fait encore défaut, et surtout du sens éthique dans une

économie mondiale dominée par les flux financiers sans régulation publique suffisante.

Aussi nous vous proposerons au cours de cette journée l'adoption d'une charte pour affirmer la vocation et les valeurs fondamentales de la coopération décentralisée. Cela nous semble être une étape indispensable à la réussite de nos objectifs. Nous souhaitons voir respecter par tous les acteurs de la coopération décentralisée un certain nombre d'engagements éthiques et d'engagements de qualité. C'est à cette condition que notre crédibilité sera renforcée et ainsi reconnue.

Je vous remercie